



VIETNAM

Appel Urgent octobre 2020

République socialiste,
parti unique

 330 967 km²

 95.546.000 millions

 Hanoi

Chef de l'État :

Nguyễn Phú Trọng

Pratique de la torture :
Oui

Peine de mort : pour 22
infractions !

Le Vietnam a ratifié la Convention contre la torture en 2015, le pays n'a pas pris de mesures suffisantes pour se mettre en conformité avec ses dispositions.

*

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse électronique se trouve sur la lettre. Sinon affranchir à 0,98€ pour la Belgique et à 1,55€ pour l'international.

PROCÈS DE DONG TAM

LE 7 SEPTEMBRE 2020 S'EST DÉROULÉ LE PROCÈS DE 29 CITOYENS VIETNAMIENS S'ÉTANT ÉLEVÉS CONTRE DES EXPROPRIATIONS FONCIÈRES ILLÉGALES DANS LA COMMUNE DE DONG TAM ET ARRÊTÉS LE 9 JANVIER 2020, À L'ISSUE D'UN RAID DE LA POLICE À DONG TAM (SURVENU APRÈS DES ANNÉES DE CONFLIT FONCIER) ...

Fin de 2019 la Police de Hanoï et le ministère de la Défense déployaient du personnel pour protéger la construction de murs de clôture pour l'aéroport de Miêu Môn sur le terrain de Senh. Lors d'un raid le 9 janvier 2020, les autorités vietnamiennes envoient plus de 3000 policiers anti-émeute. Mais les habitants, conduits par Lê Dinh Kinh, tiennent tête : trois personnes auraient attaqué les forces de l'ordre avec des couteaux et des pierres, et trois policiers périront dans une fosse enflammée. Les policiers ont perquisitionné le domicile de Chef de la commune, M. Lê Dinh Kinh, et l'ont abattu- il aurait tenu une grenade à la main et exhorté les villageois à résister-. Ils ont ensuite arrêté 29 habitants des hameaux de Hoanh et Dong Mit -commune de Dong Tam-. Tant et si bien que 25 personnes sont accusées de «meurtre» (article 123 du Code pénal de 2015), tandis que quatre autres le sont d'« actes d'opposition à l'encontre de personnes exerçant une fonction publique» (article 330). Selon l'acte d'accusation, bien qu'informé de l'exploitation par le ministère de la Défense du champ de Senh sur la commune de Dong Tam, Lê Dinh Kinh (né en 1936, résidant dans le hameau de Hoanh) et d'autres ont établi un «groupe de consensus» dans le but de récupérer le terrain, incitant les habitants à exprimer leurs doléances sur l'appropriation illégale par les autorités des terres communales.

Au cours des neuf derniers mois, aucun des détenus n'a été autorisé à voir sa famille. Il leur a également été interdit de rencontrer leurs avocats. Une fois l'enquête terminée, les avocats des accusés ont rencontré des difficultés considérables pour obtenir les documents du procès et n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs clients. En outre, le tribunal a annoncé que le procès serait ouvert au public, mais les membres de la famille des 29 accusés n'ont pas reçu de documents du tribunal leur permettant d'y assister. Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), dont le Vietnam est signataire, énumère à l'article 14 qu'un procès équitable

implique « suffisamment de temps et de facilités pour préparer [leur] défense et communiquer avec le conseil de [leur] propre choix. » Ces garanties procédurales ont été systématiquement violées avant le procès de ces 29 personnes, rendant les accusations contre les accusés arbitraires.

Les autorités vietnamiennes tentent de supprimer les informations sur l'incident de Dong Tam. Une pétition réclamant une enquête sur la mort de Lê Dinh Kinh, dont les proches ont également été intimidés par les autorités, qui les ont empêchés de parler à la presse, a été totalement ignorée par les autorités. En outre, la militante des droits fonciers Can Thi Theu et ses deux fils ont été arrêtés le 23 juin 2020. Lorsque le gouvernement vietnamien a restreint la couverture médiatique de l'incident de Dong Tam, ces trois militants ont utilisé les plateformes numériques et médias sociaux pour raconter l'actualité liée à Dong Tam. Peu de temps après la fin de l'enquête officielle sur Dong Tam, la police est venue arrêter arbitrairement Can Thi Theu et ses fils. Le fils aîné, Trinh Ba Phuong, a filmé son arrestation en direct. On y voit la police pénétrer chez lui de force, alors que son enfant nouveau-né et son épouse dormaient car il était encore très tôt. Depuis ces arrestations, l'épouse de Trinh Ba Phuong est harcelée et interrogée par les autorités locales. Le jeune frère, Trinh Ba Tu, poursuit une grève de la faim depuis le 7 août 2020 pour protester contre les mauvais traitements en prison.

*La **saga de Dong Tam** est relayée par les cyber-citoyens, qui retransmettent les informations mises à jour sur les réseaux sociaux. Des blogueurs comme l'avocat **Nguyen Van Dai**, co-fondateur du Comité du Vietnam pour les droits humains, gravement harcelé (en photo, exilé depuis juin 2018) et les membres, notamment, de l'organisation **Brotherhood for Democracy**, les soutiennent sans relâche. A l'issue d'un procès inique d'avril 2018 Nguyen Van Dai, Truong Minh Duc et le pasteur **Nguyen Trung Ton** avaient écopé de 12 ans de prison.*

(ACAT-France/Allemagne)

Voir nos appels d'avril 2018 et janvier 2019 et le site : <https://the88project.org/news/>



Action des Chrétiens contre la
Torture, Rue Brogniez 44,
1070 Bruxelles
CCP: BE 29 0001 495 125 64
acatbelgique@gmail.com / www.acat-belgique-francophone.be